

Guide d'animation :

VIDÉO
TRAVAILLER EN
TOUTE SÉCURITÉ

28 novembre 2014

Table des matières

Bienvenue!	1
Partie 1 : Utiliser ses compétences essentielles et ses habitudes de travail pour assurer sa sécurité au travail	2
Partie 2 : Loi sur la santé et la sécurité au travail (LSST)	5
Partie 3 : Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT)	9
Partie 4 : Risques, dangers, droits, responsabilités et autres considérations en matière de sécurité	11
Partie 5 : Conseils pour assurer sa sécurité au travail et fiche de conformité	13
Partie 6 : Script de la vidéo et notes en matière de santé et de sécurité	15
Annexes 1 : Ensemble d'activités sur les compétences essentielles	23
Annexe 2 : Autres ressources	39

Bienvenue!

La vidéo *Travailler en toute sécurité* est coparrainée par les ministères de l'Éducation et du Travail de l'Ontario et est destinée à être utilisée auprès d'apprenants, de chercheurs d'emploi et de travailleurs.

Le présent guide a été créé pour fournir de l'information supplémentaire aux animatrices et animateurs qui présentent la vidéo. Le guide contient :

- un ensemble de documents de travail visant à aider les apprenants, les personnes à la recherche d'un emploi et celles qui travaillent à mieux comprendre les compétences essentielles et les habitudes de travail nécessaires pour assurer leur sécurité en milieu de travail;
- des renseignements généraux sur les droits, les responsabilités et les lois visant à assurer la sécurité des travailleurs et du lieu de travail;
- une foire aux questions sur la sécurité des travailleurs et du lieu de travail;
- des fiches-conseils sur la façon d'assurer sa sécurité au travail et des fiches de conformité pouvant être reproduites et utilisées auprès d'apprenants, de chercheurs d'emploi et de travailleurs;
- le script intégral de la vidéo *Connaissez vos droits et utilisez vos compétences essentielles et vos habitudes de travail pour assurer votre sécurité au travail*;
- un tableau indiquant quand, durant la vidéo, différents points en matière de santé et de sécurité peuvent être le plus efficacement introduits dans votre enseignement. Le tableau contient aussi de l'espace pour ajouter vos propres observations;
- une activité axée sur les compétences essentielles en matière de santé et de sécurité au travail;
- une liste de ressources supplémentaires.

Objectifs d'apprentissage

La vidéo *Travailler en toute sécurité* a été créée pour donner aux apprenants, chercheurs d'emploi ou travailleurs l'occasion d'observer :

1. l'application des compétences essentielles et des habitudes de travail, surtout la pensée critique;
2. l'exécution des droits et des responsabilités en matière de sécurité au travail

IMPORTANT : Le présent document **ne se veut pas** un avis juridique.

Pour connaître vos droits et vos obligations en vertu de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail* (LSST) et son règlement, veuillez communiquer avec votre avocat ou consulter la loi sur le site :

http://www.e-laws.gov.on.ca/html/statutes/french/elaws_statutes_90o01_f.htm

Partie 1 : Utiliser ses compétences essentielles et ses habitudes de travail pour assurer sa sécurité au travail

Les documents de travail suivants peuvent être utilisés auprès de groupes d'apprenants, de chercheurs d'emploi et de travailleurs ou être distribuées aux fins d'étude individuelle. Pour de plus amples renseignements sur la façon de relier les compétences essentielles et les habitudes de travail à votre enseignement, veuillez consulter le guide [Faire le lien entre les compétences essentielles et le curriculum](#).

Liste de contrôle des compétences essentielles et des habitudes de travail

- Fournir la liste de contrôle à chaque apprenant ou aux apprenants travaillant en groupe de deux.
- Examiner la liste de contrôle et clarifier les termes inconnus.
- Demander aux apprenants de cocher les cases correspondantes toutes les fois qu'une compétence essentielle ou une habitude de travail est montrée dans la vidéo. Mentionner aux apprenants que certaines compétences essentielles et habitudes de travail leur sont indiquées dans la vidéo, mais que c'est à eux de trouver les autres.
- Comparer les résultats et discuter des constatations.

1. Feuille de pensée critique

1. Fournir la feuille de travail à chaque apprenant ou aux apprenants travaillant en groupe de deux.
2. Examiner les questions sur la feuille avant de regarder la vidéo.
3. Demander aux apprenants de remplir la feuille de travail, de comparer les résultats et de discuter des constatations.

2. Exemple d'un ensemble d'activités sur les compétences essentielles

Le site Web Zone compétences (<http://www.skillszone.ca/cesl/search/index.cfm>) propose des centaines d'activités sur les compétences essentielles qui montrent comment les compétences sont appliquées en milieu de travail. Dans bien des cas, les ensembles d'activités sont axés sur la santé et la sécurité au travail. À titre d'exemple, l'activité [CNP 7293 - Calorifugeurs - Fiche signalétique](#) est incluse dans le présent guide (voir Annexe 1) avec les instructions pour remplir le document de travail.

D'autres ensembles d'activités qui sont axés sur la santé et la sécurité sont disponibles sur Zone compétences, tels que :

- CNP 9617 – Manœuvres dans la transformation des aliments, des boissons et du tabac – Procédure de verrouillage de l'équipement
- CNP 9619 – Autres manœuvres des services de transformation de fabrication et d'utilité publique – Ayez bon dos
- CNP 9616 – Les manœuvres des produits du textile – Règlements sur la santé et la sécurité
- CNP 8411 – Personnel d'entretien et de soutien des mines souterraines – Procédure de dynamitage
- CNP 74 – Personnel intermédiaire en machinerie et en réparation – Symboles et étiquettes sur la sécurité en milieu de travail
- CNP 7371 – Grutiers – Feuille des charges de travail sécuritaires pour les câbles d'acier

Les compétences essentielles et les habitudes de travail dans les documents vidéo du PCO

Cochez les compétences essentielles et les habitudes de travail qui sont démontrées dans le document vidéo.

Titre du document vidéo : _____

Nom(s) : _____

	Icône du PCO	Compétence essentielle
<input type="checkbox"/>		Lecture des textes
<input type="checkbox"/>		Rédaction
<input type="checkbox"/>		Utilisation des documents
<input type="checkbox"/>		Informatique
<input type="checkbox"/>		Communication verbale
<input type="checkbox"/>		Computations monétaires
<input type="checkbox"/>		Calendriers des budgets et des opérations comptables
<input type="checkbox"/>		Mesures et calculs
<input type="checkbox"/>		Analyse des données numériques
<input type="checkbox"/>		Calcul approximatif
<input type="checkbox"/>		Planification et organisation du travail
<input type="checkbox"/>		Prise de décisions
<input type="checkbox"/>		Résolution de problèmes
<input type="checkbox"/>		Recherche de renseignements
<input type="checkbox"/>		Pensée critique

	Icône du PCO	Habitude de travail
<input type="checkbox"/>		Sécurité au travail
<input type="checkbox"/>		Travail en équipe
<input type="checkbox"/>		Fiabilité
<input type="checkbox"/>		Organisation
<input type="checkbox"/>		Travail en autonomie
<input type="checkbox"/>		Initiative
<input type="checkbox"/>		Autonomie sociale
<input type="checkbox"/>		Service à la clientèle
<input type="checkbox"/>		Entrepreneuriat

Des niveaux de compétence ont été attribués à chaque compétence. Les tâches de niveau 1 sont les moins complexes alors que les tâches de niveau 4 ou 5 sont les tâches les plus complexes. Aucun niveau de compétence n'est associé aux habitudes de travail dans le PCO.



Feuille de travail du document vidéo sur la pensée critique liée aux compétences essentielles et aux habitudes de travail



1. La pensée critique est l'une des principales compétences essentielles présentées dans la vidéo. Voici la définition fournie de la pensée critique : « *Établir des jugements en se basant sur des critères pour évaluer des idées ou renseignements et les conséquences qui s'en suivent.* » Reformulez cette définition dans vos propres mots.

2. Quels sont deux éléments importants dont vous vous souvenez à propos de cette compétence dans la vidéo?

a)

b)

3. Toutes les compétences essentielles et les habitudes de travail étant transférables, donnez un exemple de la façon dont vous utiliseriez cette compétence dans chacun des contextes suivants. Si vous ne pensez pas avoir déjà utilisé cette compétence, décrivez une situation où vous pourriez éventuellement l'utiliser. Quand vous aurez terminé, faites part de vos idées à un partenaire.

a) Travailler :

b) Apprendre :

c) Vivre :

Partie 2 : Loi sur la santé et la sécurité au travail (LSST)

Les renseignements suivants ont été fournis par le ministère du Travail de l'Ontario et sont fondés sur l'information publiée sur le site Web :

http://www.e-laws.gov.on.ca/html/statutes/french/elaws_statutes_90o01_f.htm

2.1 Quel est le but de la LSST?

La *Loi sur la santé et la sécurité au travail* (LSST) vise avant tout à **protéger les travailleurs des dangers liés à la santé et à la sécurité au travail.**

Elle énonce les obligations que les travailleurs, les superviseurs et les employés doivent respecter pour assurer un lieu de travail sain et sécuritaire, précise les droits qui sont accordés aux travailleurs, établit les procédures à entreprendre en cas de danger au travail et présente des règles de mise en application de la loi à suivre lorsque la loi n'est pas respectée volontairement.

2.2 Quels droits la LSST accorde-t-elle aux travailleurs?

La LSST accorde aux travailleurs trois droits importants :

1. le droit de connaître
2. le droit de participer
3. le droit de refuser

2.3 Les trois droits fondamentaux que la LSST accorde aux travailleurs

1. Le droit de connaître

Le **droit de connaître** les dangers auxquels ils sont exposés. Les exigences du Système d'information sur les matériaux dangereux utilisés au travail (SIMDUT) en sont un bon exemple.

Vous avez le droit de connaître les dangers qui existent dans votre lieu de travail et d'apprendre comment vous protéger contre ces dangers. Depuis le 1^{er} juillet 2014, la loi exige que les employeurs veillent à ce que tous les travailleurs et les superviseurs aient suivi une formation élémentaire de sensibilisation à la santé et à la sécurité au travail. Cette formation comprend un enseignement sur les devoirs, les droits et les rôles des travailleurs, des superviseurs et des employeurs en vue d'assurer la santé et la sécurité des lieux de travail. La formation élémentaire destinée aux travailleurs et aux superviseurs vient s'ajouter aux autres programmes de formation plus détaillés qui seraient exigés par la loi en fonction de votre lieu de travail. Voir les parties 2.7 et 2.8 pour de plus amples renseignements sur la formation obligatoire de sensibilisation à l'intention des travailleurs et des superviseurs.

2. Le droit de participer

Le **droit de participer** au processus en vue de déterminer et de résoudre les problèmes de santé et de sécurité.

Le meilleur moyen pour les travailleurs de participer à la promotion de la santé et de la sécurité sur les lieux de travail est d'exercer leurs droits et leurs obligations d'une manière responsable et

conformément aux directives de leur comité mixte sur la santé et la sécurité au travail. Ce comité, composé de représentants des travailleurs et de la direction, dispose des pouvoirs suivants :

- déterminer les dangers
- obtenir des renseignements de l'employeur
- faire des recommandations à l'employeur
- mener des enquêtes sur les cas de refus de travailler
- mener des enquêtes sur les accidents graves
- agir à titre de délégué à la santé et à la sécurité des travailleurs
- faire partie de la communauté de la santé et de la sécurité au travail

Vous avez aussi le droit d'aider à reconnaître et à résoudre les dangers pour la santé et la sécurité dans votre lieu de travail. Il existe plusieurs façons de le faire, par exemple en posant des questions, en signalant des inquiétudes et en formulant des commentaires positifs. L'un des moyens les plus efficaces de participer à cet effort est de vous joindre au comité mixte sur la santé et la sécurité de votre lieu de travail.

3. Le droit de refuser

Le **droit de refuser** un travail que l'on estime dangereux.

Vous avez le droit de refuser un travail dangereux, notamment dans des situations où vous avez des raisons de croire qu'il existe un danger de violence au travail. Votre employeur ne peut pas vous congédier ou vous imposer des mesures disciplinaires parce que vous avez refusé d'effectuer un travail dangereux ou que vous lui avez demandé d'éliminer un danger pour la santé et la sécurité. Votre employeur ne peut pas vous pénaliser parce que vous avez suivi les règles en matière de santé et sécurité au travail et parce que vous avez obéi à un ordre d'un inspecteur du ministère du Travail. Il s'agirait de représailles illégales.

Les préoccupations concernant la santé et la sécurité, les dangers et les violations de la loi sur la santé et la sécurité au travail devraient être portées immédiatement à l'attention de l'employeur ou du superviseur. Si aucune mesure n'est prise, l'affaire peut être mentionnée au délégué à la santé et à la sécurité ou au comité mixte sur la santé et la sécurité au travail. Si vous ne parvenez pas à faire éliminer les problèmes de santé et sécurité dans votre lieu de travail, appelez l'InfoCentre de santé et de sécurité au travail du ministère du Travail, au numéro sans frais 1 877 202-0008. Vous n'êtes pas obligé(e) de donner votre nom. Les services sont offerts dans plusieurs langues, en plus de l'anglais et du français.

2.4 Quand un travailleur peut-il refuser de travailler?

Un travailleur peut refuser de travailler s'il a des raisons de croire :

- qu'une machine, du matériel ou un outil qu'il utilise ou qu'on lui a dit d'utiliser est susceptible de le mettre en danger ou de mettre un autre travailleur en danger [alinéa 43(3)(a)];
- que les conditions matérielles qui existent dans le lieu de travail ou son poste de travail sont susceptibles de le mettre en danger [alinéa 43(3)(b)];
- que de la violence au travail est susceptible de le mettre en danger [alinéa 43(3)(b.1)];
- qu'une machine, du matériel ou un outil qu'il utilise, ou que les conditions matérielles qui existent dans le lieu de travail, ne sont pas conformes à la Loi ou aux règlements et que

cette infraction est susceptible de le mettre en danger ou de mettre en danger un autre travailleur [alinéa 43(3)(c)].

Le travailleur doit immédiatement informer le superviseur ou l'employeur qu'il refuse d'exécuter le travail et expliquer les circonstances de son refus [paragraphe 43(4)].

2.5 Les travailleurs ont-ils des obligations en vertu de la LSST? Si oui, lesquelles?

Oui. Les travailleurs ont le devoir général de veiller à leur propre santé et sécurité, ce qui signifie qu'ils ne doivent pas se comporter ou faire fonctionner du matériel d'une façon qui mettrait en jeu leur propre sécurité ou celle des autres travailleurs. L'article 28 de la LSST énumère quelques obligations précises incombant au travailleur :

- travailler conformément aux dispositions de la présente loi et de son règlement;
- employer ou porter le matériel et les appareils ou vêtements de protection exigés par l'employeur;
- signaler à l'employeur ou au superviseur l'absence de matériel ou d'appareil de protection ou, si ceux-ci existent, les défauts dont il a connaissance et qui peuvent le mettre en danger ou mettre un autre travailleur en danger;
- signaler à l'employeur ou au superviseur toute infraction à la présente loi ou à son règlement ou l'existence de tout risque dont il a connaissance;
- ne pas enlever un appareil de protection exigé par les règlements ou par l'employeur.

2.6 Les superviseurs ont-ils des obligations en vertu de la LSST? Si oui, lesquelles?

Oui. La Loi précise certains devoirs particuliers des superviseurs. Un superviseur est une personne qui a la responsabilité d'un lieu de travail ou qui a autorité sur un travailleur. Le superviseur :

- veille à ce que le travailleur se conforme à la Loi et aux règlements [alinéa 27(1)(a)];
- veille à ce que le travailleur emploie ou porte le matériel et les appareils ou les vêtements de protection exigés par l'employeur [alinéa 27(1)(b)];
- informe le travailleur de l'existence de tout danger éventuel ou réel dont il a connaissance et qui menace la santé ou la sécurité [alinéa 27(2)(a)];
- prend toutes les précautions raisonnables dans les circonstances pour assurer la protection des travailleurs [alinéa 27(2)(c)].

2.7 Les employeurs ont-ils des obligations en vertu de la LSST? Si oui, lesquelles?

Oui. L'article 25 de la LSST impose aux employeurs des obligations générales et des obligations spécifiques, et prévoit que d'autres seront prescrites (exigées) par règlement. Voici certaines des obligations générales de l'employeur :

- prendre toutes les précautions raisonnables dans les circonstances pour assurer la protection du travailleur;

- veiller à ce que le matériel, les matériaux et les appareils de protection qu'il fournit soient gardés en bon état;
- fournir au travailleur les renseignements, les directives et la surveillance nécessaires à la protection de sa santé et de sa sécurité, **y compris la formation élémentaire obligatoire de sensibilisation à l'intention des travailleurs et des superviseurs;**
- collaborer avec le comité mixte sur la santé et la sécurité au travail.

2.8 Quelle formation élémentaire de sensibilisation doit être obligatoirement suivie en vertu de la LSST?

- La formation élémentaire de sensibilisation conscientise davantage les participants aux droits et aux obligations des travailleurs et des superviseurs en vertu de la LSST, ainsi qu'aux dangers courants en milieu de travail.
- Tous les employeurs doivent veiller à ce que les travailleurs et les superviseurs suivent, ou aient suivi, un programme de formation élémentaire de sensibilisation qui respecte les exigences du règlement.

Il est à noter que la formation élémentaire de sensibilisation à la santé et à la sécurité au travail ne remplace ni ne réduit aucune autre formation axée sur les dangers, le secteur ou les compétences qu'un superviseur ou un travailleur pourrait être tenu de suivre en vertu de la LSST ou de son règlement.

2.9 Quelles sont les exigences du règlement *Sensibilisation à la santé et la sécurité au travail et la formation*?

- L'employeur doit veiller à ce que les travailleurs terminent un programme de formation élémentaire de sensibilisation aussitôt que possible après que les travailleurs ont commencé à exécuter du travail pour l'employeur ou au plus une semaine après que les superviseurs ont commencé à exécuter du travail à titre de superviseur. Il doit tenir un registre de la formation qu'ont terminée les travailleurs et les superviseurs et fournir aux travailleurs ou aux superviseurs une preuve écrite d'achèvement de la formation lorsqu'ils en font la demande (dans les six mois où ils cessent d'exécuter du travail pour l'employeur).

Il est à noter que la formation élémentaire de sensibilisation ne remplace ni ne réduit les autres obligations de formation exigées par la [Loi sur la santé et la sécurité au travail](#). Ainsi, en vertu de la LSST, les employeurs ont le devoir de fournir les renseignements et les directives sur les risques associés au lieu de travail (p. ex. la formation sur le **SIMDUT**), y compris ce qui suit :

- fournir au travailleur les renseignements, les directives et la surveillance nécessaires à la protection de sa santé et de sa sécurité [LSST, alinéa 25(2)(a)];
- informer le travailleur, ou la personne qui exerce son autorité sur celui-ci, des risques que comportent le travail et la manipulation, l'entreposage, l'utilisation, l'élimination et le transport de tout objet, appareil, matériel ou agent biologique, chimique ou physique [LSST, alinéa 25(2)(d)].

Partie 3 : Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT)

Les renseignements suivants ont été fournis par le ministère du Travail de l'Ontario et sont fondés sur l'information publiée sur le site Web :
<http://www.labour.gov.on.ca/french/hs/pubs/whmis/index.php>

En Ontario, les lois relatives au **Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT)** s'appliquent à tous les lieux de travail visés par la *Loi sur la santé et la sécurité au travail*, et sont mises en application par les inspecteurs du ministère du Travail.

En Ontario, une loi et un règlement régissent le SIMDUT :

- la ***Loi sur la santé et la sécurité au travail***, qui oblige les employeurs responsables d'un lieu de travail où l'on utilise des matériaux dangereux à se procurer les étiquettes et les feuilles de données sur la sûreté des matériaux auprès de leurs fournisseurs et à offrir des programmes de formation à leurs employés;
- le **règlement concernant le SIMDUT** (Règlement de l'Ontario 644/88), qui décrit en détail les obligations des employeurs en ce qui concerne les étiquettes, les feuilles de données sur la sûreté des matériaux et la formation des travailleurs.

Le SIMDUT vise à donner à tous les travailleurs canadiens de l'information pertinente et uniforme sur les matériaux dangereux utilisés au travail.

Beaucoup de Canadiennes et de Canadiens sont exposés à des matériaux dangereux dans leur lieu de travail. Par le passé, l'information sur ces matériaux était souvent incomplète, contradictoire ou simplement introuvable. Par le fait même, les employeurs et les travailleurs étaient souvent inconscients des risques qu'un matériau pouvait poser dans leur lieu de travail et ne connaissaient pas les précautions à prendre lors de la manipulation de ces matériaux. Ce manque a causé maintes maladies et lésions professionnelles graves.

En fixant des normes régissant le type et la quantité d'information à fournir aux personnes qui utilisent des matériaux dangereux, on espère réduire les accidents et les maladies causés par ces matériaux dans les lieux de travail.

3.1 Doit-on munir les extincteurs d'étiquettes conformes au SIMDUT?

Certains extincteurs entrent dans la catégorie des produits contrôlés. Beaucoup d'extincteurs répondent aux critères des gaz comprimés et doivent donc être munis d'une étiquette du SIMDUT. Il faut aussi tenir compte de la nature de l'agent extincteur.

3.2 Un service de nettoyage et d'entretien à contrat est chargé de l'entretien de nos bureaux. Qui doit former le personnel d'entretien?

Le propriétaire ou l'employeur du service de nettoyage et d'entretien doit former ses employés quant aux produits contrôlés qu'ils utilisent. Si le personnel d'entretien travaille près d'un produit contrôlé utilisé dans les bureaux, le propriétaire ou l'employeur du bureau doit faire parvenir des renseignements sur ce produit au service de nettoyage et d'entretien. L'employeur du service de

nettoyage et d'entretien doit alors former ses propres employés quant à ces autres produits contrôlés.

- 3.3 J'utilise un pesticide dans mon lieu de travail. Y a-t-il des exigences du SIMDUT auxquelles je dois me conformer?

Si le pesticide est également un produit contrôlé, l'employeur doit offrir une formation aux travailleurs qui utilisent ce pesticide ou qui travaillent à proximité de celui-ci. En outre, dès que le produit est transvasé dans un autre contenant, par exemple un vaporisateur, une étiquette du lieu de travail doit être apposée sur le nouveau contenant.

- 3.4 Puis-je transférer la responsabilité des programmes de formation aux représentants des travailleurs du comité sur la santé et la sécurité et leur demander d'élaborer ce programme?

En application de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail*, l'employeur a le devoir très clair de fournir une formation à ses employés. Si l'employeur le désire, il peut déléguer l'élaboration et la mise en œuvre du programme de formation au comité sur la santé et la sécurité. Il faut insister néanmoins sur le fait que cela ne libère en aucun cas l'employeur de l'obligation de veiller à ce que la formation soit effectivement élaborée et offerte.

- 3.5 Les bénévoles d'un hôpital doivent-ils recevoir une formation concernant les produits contrôlés qu'ils peuvent devoir utiliser?

Non. Selon la *Loi sur la santé et la sécurité au travail*, la formation sur un produit contrôlé n'est nécessaire que pour les travailleurs. Puisque les bénévoles ne correspondent pas à la définition d'un travailleur, il n'est pas nécessaire, en vertu de la loi, de leur donner une formation. Cependant, les employeurs sont fortement encouragés à donner une formation aux bénévoles qui manipulent des produits contrôlés ou qui sont exposés à d'autres dangers potentiels dans leur lieu de travail. Bien que ce ne soit pas une exigence de la loi, la formation des bénévoles est considérée comme faisant partie des responsabilités d'un bon employeur.

Partie 4 : Risques, dangers, droits, responsabilités et autres considérations en matière de sécurité

Les renseignements suivants ont été fournis par le ministère du Travail de l'Ontario et sont fondés sur l'information publiée sur le site Web :
http://www.e-laws.gov.on.ca/html/statutes/french/elaws_statutes_90o01_f.htm

4.1 Qu'est-ce que le risque et en quoi est-ce différent du danger?

- a. Le **danger** posé par un matériau ou une situation est son **potentiel de causer un dommage**.
- b. Le **risque** est la **probabilité ou la chance que ce matériau ou cette situation cause réellement un dommage**.

Supprimer les dangers en milieu de travail n'est qu'une façon d'améliorer la protection des travailleurs. Il est souvent plus pratique de procéder au contrôle ou à la gestion des risques que posent les dangers. Parfois, outre la probabilité qu'un danger cause un dommage, le « risque » inclut l'évaluation de la gravité du danger.

En d'autres termes, les conséquences de l'exposition à certains dangers sont si graves que, même s'il y a peu de chances qu'un travailleur y soit exposé, le risque est si grand que des précautions extrêmes doivent être prises afin de prévenir même cette faible possibilité.

4.2 Quelles sont les deux (2) catégories dans lesquelles les dangers en milieu de travail peuvent être regroupés?

- a. les **dangers pour la sécurité** menant à des accidents **qui causent des dommages corporels** aux travailleurs;
- b. les **dangers pour la santé** qui résultent **en des maladies**.

4.3 Qui est responsable de la sécurité du lieu de travail?

Toutes les parties du lieu de travail sont responsables.

Si un **employeur** a connaissance d'un danger et n'essaie pas de l'éliminer ou de le réduire ou s'il n'en informe pas les travailleurs et ne leur indique pas la façon de le gérer, cet employeur ne respecte pas la loi.

Si un **superviseur** a connaissance d'un danger et n'explique pas aux travailleurs la façon de le gérer, ce superviseur ne respecte pas la loi.

Si un **travailleur** a connaissance d'un danger et ne le signale pas au superviseur ou à l'employeur, ce travailleur ne respecte pas la loi. Si vous avez connaissance d'un danger au travail, il est de votre devoir de le signaler. Cela comprend :

- le signalement du matériel qui ne fonctionne pas correctement et de tout autre danger que les travailleurs pourraient courir s'ils ne respectent pas la loi ou son règlement d'application.
- le signalement à votre superviseur ou à votre employeur de toute blessure, de tout incident ou de tout accident évité de justesse, de sorte qu'il puisse faire en sorte que de telles situations ne se reproduisent pas à l'avenir.

4.4 Votre employeur peut-il vous congédier parce vous refusez de faire un travail dangereux?

Non. Aux termes de l'article 50 de la LSST, un **employeur** ne peut pas :

- congédier (ou menacer de congédier) un travailleur;
- imposer une peine disciplinaire à un travailleur ou le suspendre (ou menacer de lui imposer une telle peine ou de le suspendre);
- prendre (ou menacer de prendre) des sanctions à l'égard d'un travailleur;
- intimider ou contraindre un travailleur...

...parce que le **travailleur** a :

- respecté la LSST et le règlement;
- exercé des droits aux termes de la LSST, y compris le droit de refuser d'effectuer un travail dangereux;
- demandé à l'employeur de respecter la LSST et le règlement.

4.5 Que puis-je faire si mon employeur a usé de représailles illégales contre moi?

Un travailleur qui croit que l'employeur a usé de représailles contre lui peut déposer une plainte auprès de la **Commission des relations de travail de l'Ontario (CRTO)**. Un travailleur syndiqué peut choisir de demander au syndicat de déposer un grief aux termes de la convention collective ou de l'aider à déposer directement pour son compte une plainte auprès de la CRTO.

Un travailleur qui prétend avoir été congédié dans le cadre de représailles liées à la LSST peut consentir à ce qu'un inspecteur du ministère du Travail renvoie l'affaire à la CRTO. L'inspecteur fournit une copie du renvoi à l'employeur, au syndicat (le cas échéant) et aux autres organismes touchés par les prétendues représailles. Cependant, le ministère du Travail n'agira pas comme représentant du travailleur.

Le ministère du Travail fera également enquête sur les questions de santé et de sécurité qui sont liées à une plainte ou à un renvoi concernant des représailles.

La CRTO peut examiner la plainte d'un travailleur ou le renvoi du ministère du Travail et tenter de régler la question par la médiation entre les parties du lieu de travail. Si un règlement ne peut être obtenu, la CRTO peut tenir une consultation ou une audience.

Partie 5 : Conseils pour assurer sa sécurité au travail et fiche de conformité

- ✓ **Suivez une formation** : apprenez comment travailler en toute sécurité. Suivez les règles et sachez quoi faire en cas d'urgence.
- ✓ **Soyez supervisé** : y a-t-il un superviseur pour vérifier si vous faites votre travail correctement? Si votre superviseur est absent, il devrait se faire remplacer.
- ✓ **Portez le matériel** : les filets pour les cheveux, les gants, les tabliers, les lunettes de sécurité, les bouchons d'oreille, etc., sont du matériel de sécurité. Utilisez-les correctement, selon les besoins.
- ✓ **Reconnaissez les risques** : avant de commencer le travail, signalez toute pratique ou situation dangereuse à votre superviseur ou employeur.
- ✓ **Si vous ne savez pas quelque chose, posez des questions!** Il n'y a pas de question « bête ». Si vous ne savez pas quelque chose, posez les questions suivantes à votre superviseur :
 - Quels sont les dangers du travail?
 - Faut-il suivre une formation spéciale pour ce travail?
 - Ai-je le matériel de protection adéquat pour le travail?
 - Si j'ai des questions de sécurité, à qui dois-je les adresser?
- ✓ **Faites votre travail** : ne faites pas quelque chose qu'on ne vous a pas demandé de faire ou qu'on vous a expressément interdit de faire.
- ✓ **Respectez les règles de sécurité** : vous devez travailler en toute sécurité et utiliser le matériel correctement. Assurez-vous que les dispositifs de protection sont en place. Si vous ne connaissez pas les règles de sécurité, renseignez-vous auprès de votre superviseur.
- ✓ **Signalez les dangers** : informez votre superviseur si vous remarquez quelque chose qui est susceptible de poser un danger pour un autre travailleur, même si vous n'êtes pas vous-même en danger.
- ✓ **Signalez les blessures** : même si vos blessures sont mineures, signalez-les à votre superviseur ou employeur.
- ✓ **Parlez de votre travail à votre famille** : racontez ce que vous faites au travail, parlez des aspects qui vous semblent dangereux.
- ✓ **Soyez honnête** : si une tâche vous semble trop difficile, dites-le! N'essayez pas d'exécuter une tâche que vous n'êtes pas capable d'exécuter.
- ✓ **Ne faites pas de présomptions** : ne présumez pas que vous pouvez exécuter une tâche sans renseignements, conseils ou supervision.

Reconnaître les situations de non-conformité

Il y a non-conformité à la LSST et au code de construction lorsque :

l'employeur :

- ✘ ne choisit pas un superviseur compétent
- ✘ n'énonce pas les dangers pour le travailleur
- ✘ ne veille pas à ce que les travailleurs portent l'équipement de protection individuelle (EPI) nécessaire
- ✘ ne fournit pas la formation requise : la formation sur le SIMDUT ou la formation de sensibilisation obligatoire
- ✘ ne se conforme pas au **code de construction** en veillant à ce que la zone de travail soit bien ventilée et en fournissant aux travailleurs des gilets réflecteurs pour éviter qu'ils se fassent heurter par un véhicule durant le travail

le superviseur :

- ✘ n'énonce pas tous les dangers liés au travail et aux tâches effectuées par les travailleurs

les travailleurs :

- ✘ ne font pas immédiatement part de leurs préoccupations en matière de santé et de sécurité au superviseur et ne signalent pas de maux de tête

Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter [le guide du SIMDUT](#).

Formation élémentaire de sensibilisation à la santé et à la sécurité

Pour aider les employeurs à faire en sorte que chacun de leurs travailleurs et superviseurs reçoive une formation de base sur la santé et la sécurité, le ministère du Travail propose gratuitement une série de programmes de formation en différents formats et dans plusieurs langues.

Partie 6 : Script de la vidéo et notes en matière de santé et de sécurité

Le tableau ci-dessous vise à vous aider à intégrer de l'information fiable sur la santé et la sécurité à la discussion sur la vidéo avec les apprenants. La colonne 1 contient le script intégral de la vidéo, et la colonne 2, de l'information précise sur la santé et la sécurité en lien avec les différentes parties de la vidéo. Quant à la colonne 3, vous y inscrirez vos propres notes prises tout au long de l'exercice.

1. Script de la vidéo	2. Notes en matière de santé et sécurité	3. Notes personnelles
Titre de la vidéo : Travailler en toute sécurité		
<p>Scène 1 : Cuisine de restaurant avec vue sur la « friteuse »</p> <p>Samantha (Sam) utilise un solvant pour enlever la graisse de la friteuse du restaurant. Cela fait 2 heures qu'elle travaille et elle estime qu'elle en a encore pour une heure de travail. La ventilation est très mauvaise dans la pièce où se trouve la friteuse et le ventilateur d'extraction est bouché.</p> <p>Le solvant lui donne souvent des migraines et une sensation de brûlure dans la gorge, en plus de vertiges. Aujourd'hui, elle a des nausées. Sur la bouteille, Samantha voit une tête de mort, un symbole l'avertissant que le produit est toxique et qu'il faut prendre des précautions. Sam estime qu'elle fait son travail mais s'inquiète des effets secondaires.</p>	<p>En Ontario, les lois relatives au Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT) s'appliquent à tous les lieux de travail visés par la <u>Loi sur la santé et la sécurité au travail</u>, et sont mises en application par les inspecteurs du ministère du Travail.</p> <p>En Ontario, une loi et un règlement régissent le SIMDUT :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la <u>Loi sur la santé et la sécurité au travail</u>, qui oblige les employeurs responsables d'un lieu de travail où l'on utilise des matériaux dangereux à se procurer les étiquettes et les feuilles de données sur la sûreté des matériaux auprès de leurs fournisseurs et à offrir des programmes de formation à leurs employés. • le règlement concernant le SIMDUT (Règlement de l'Ontario 644/88), qui décrit en détail les obligations des employeurs en ce qui concerne les étiquettes, les feuilles de données sur la sûreté des matériaux et la formation des travailleurs. <p>Le SIMDUT vise à donner à tous les travailleurs canadiens de l'information pertinente et uniforme sur les matériaux dangereux utilisés au travail.</p>	

<p>Sam au téléphone avec son amie Kelly</p> <p>SAM : « Je ne sais pas quoi faire ... cela me rend malade et j'ai l'impression que je vais vomir mon déjeuner... »</p> <p>KELLY : « Sam, tu devrais arrêter. Dis à ton patron que l'utilisation de ce produit te rend malade et que l'étiquette dit qu'il est toxique. »</p>	<p>Le droit de connaître</p> <p>En vertu de la Loi sur la santé et la sécurité au travail (LSST), vous avez le droit de connaître les dangers qui existent dans votre lieu de travail et d'apprendre comment vous protéger contre ces dangers.</p> <p>Q1. Quel est le danger dans ce scénario?</p> <p>R1. Le solvant</p> <p>Q2. Quel est le risque couru dans le cas présent?</p> <p>R2. La friteuse doit être nettoyée régulièrement, donc la probabilité qu'un travailleur soit exposé au produit contrôlé ou qu'il en subisse des préjudices est élevée.</p>	
<p>KELLY : « Tu te souviens de ce que nous avons appris durant ce cours de sécurité en ligne?</p> <p>KELLY : Si on ne se sent pas en sécurité, on a le droit de dire non. »</p>	<p>Comment l'employeur devrait-il traiter les dangers pour la santé et la sécurité sur le lieu de travail?</p> <p>Les dangers sur le lieu de travail doivent être traités selon un processus en trois étapes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Reconnaître et préciser les dangers; 2. Les évaluer; 3. Au besoin, les contrôler. <p>Le contrôle peut être appliqué au niveau de la source du danger (élimination du danger), quelque part entre la source et le travailleur (isolation), ou au niveau du travailleur (utilisation de l'équipement de protection individuelle). Le contrôle au niveau de la source du danger est préférable. La reconnaissance des dangers est l'une des fonctions importantes du comité mixte sur la santé et la sécurité au travail, alors que le contrôle des dangers relève de la responsabilité générale des employeurs en vertu de l'alinéa 25(2)h de la <i>Loi sur la santé et la sécurité au travail</i>.</p> <p>Le droit de refuser</p> <p>La Loi sur la santé et la sécurité au travail donne au travailleur le</p>	

	<p>droit de refuser d'effectuer un travail qu'il croit dangereux pour sa santé et sa sécurité ou celles d'un autre travailleur. Le travailleur qui croit que de la violence au travail peut le mettre en danger peut également refuser de travailler.</p> <p>Vous devez signaler immédiatement à votre superviseur ou à votre employeur tout danger au travail et toute violation des règles sur la santé et la sécurité au travail. Si vous ne parvenez pas à faire éliminer les problèmes de santé et sécurité dans votre lieu de travail, appelez l'InfoCentre de santé et de sécurité au travail du ministère du Travail, au numéro sans frais 1 877 202-0008. Vous n'êtes pas obligé de donner votre nom. Les services sont offerts dans plusieurs langues, en plus de l'anglais et du français.</p>	
<p>SAM : « Oui, je me souviens, mais je viens juste de quitter la maison de mes parents et j'ai vraiment besoin de ce travail pour payer mon loyer! Qu'est-ce qui arrivera si je parle et qu'on me renvoie? »</p>	<p>Représailles illégales</p> <p>Votre employeur ne peut pas vous congédier ou vous imposer des mesures disciplinaires parce que vous avez refusé d'effectuer un travail dangereux ou que vous lui avez demandé d'éliminer un danger pour la santé et la sécurité. Votre employeur ne peut pas vous pénaliser parce que vous avez suivi les règles en matière de santé et de sécurité au travail et parce que vous avez obéi à un ordre d'un inspecteur du ministère du Travail. Il s'agirait de représailles illégales.</p>	
<p>KELLY : « Pourquoi est-ce qu'ils te renverraient? »</p> <p>« Souviens-toi : Passeport-compétences de l'Ontario nous a dit que les employeurs veulent vraiment que les employés travaillent en toute sécurité, qu'ils fassent preuve de pensée critique et qu'ils puissent s'exprimer quand quelque chose ne va pas. »</p> <p>SAM : « Bien sûr, mais c'était juste un cours. Là, c'est la vraie vie. Quelqu'un doit nettoyer ce truc et je suis la nouvelle. »</p> <p>KELLY : « Non. L'information du PCO est basée sur la réalité en milieu de travail. Assurer la sécurité des employés permet aux employeurs d'économiser du</p>	<p>Le droit de participer</p> <p>Comment les travailleurs participent-ils à la promotion de la santé et de la sécurité au travail?</p> <p>Le meilleur moyen pour les travailleurs de participer à la promotion de la santé et de la sécurité sur les lieux de travail est d'exercer leurs droits et leurs obligations d'une manière responsable, notamment en :</p> <ul style="list-style-type: none"> • posant des questions lorsqu'ils ne savent pas; • déterminant les dangers; • obtenant des renseignements de l'employeur; • faisant des recommandations à l'employeur; • agissant à titre de délégué à la santé et à la sécurité en 	

<p>temps et de l'argent à long terme.</p> <p>De toute façon, on ne peut pas te renvoyer pour avoir refusé de faire quelque chose qui est dangereux. C'est contre la loi. »</p> <p>SAM : « Oui.... J'imagine. »</p>	<p>milieu de travail;</p> <ul style="list-style-type: none"> • faisant partie du comité mixte sur la santé et la sécurité au travail. 	
<p>KELLY : « Regarde l'étiquette et lis-moi les composants du produit. »</p> <p>KELLY : « C'est bon. Je viens juste de faire une recherche sur Google. Tu sais, ce produit est vraiment dangereux. »</p>	<p>Devoir de l'employeur - Formation du travailleur</p> <p>L'employeur a le devoir général d'offrir une formation aux travailleurs qui sont exposés ou qui sont susceptibles d'être exposés dans leur lieu de travail à des produits contrôlés [paragraphe 42(1) de la LSST].</p> <p>L'employeur doit transmettre aux travailleurs tous les renseignements sur les dangers que présente un produit contrôlé que le fournisseur lui a fait parvenir. En règle générale, cela comprend les renseignements inscrits sur les étiquettes du fournisseur et sur la feuille de données sur la sûreté des matériaux.</p> <p>À qui s'adresse la formation?</p> <p>D'après la Loi, l'employeur doit fournir une formation au « travailleur qui est exposé ou susceptible d'être exposé » à un produit contrôlé [paragraphe 42(1) de la loi].</p> <p>Est considéré comme « travailleur susceptible d'être exposé » tout travailleur qui court un risque lorsqu'il :</p> <ul style="list-style-type: none"> • entrepose, manipule ou utilise un produit contrôlé, ou en dispose; • fait l'entretien; • pare à une urgence, comme un déversement ou une fuite accidentels. 	

KELLY : « ... Tu dois suivre une formation pour savoir comment l'utiliser et tu dois porter un masque et un équipement spécial. Tu dois parler à ton patron maintenant. »

SAM : « J'imagine que j'aurais dû me douter que quelque chose n'allait pas quand mes gants sont partis en lambeaux. »

EPI

L'équipement de protection individuelle (EPI) agit comme un bouclier pour protéger les travailleurs contre des chocs au corps, des bruits forts, la chaleur, des produits chimiques et des infections. Il comprend les vêtements de protection, les casques de sécurité, les chaussures de sécurité, les lunettes de sécurité, les respirateurs et autre matériel de protection que portent les travailleurs.

Responsabilité du travailleur

1. Utilisez l'EPI qui vous est prescrit
2. Signalez à votre superviseur les dangers qui nécessitent un EPI
3. Signalez-le à votre superviseur lorsque vous avez perdu votre EPI ou lorsqu'il est défectueux
4. N'enlevez pas et ne mettez pas hors d'état l'EPI qui vous est prescrit
5. Connaissez votre droit de refuser un travail dangereux

Responsabilité de l'employeur/du superviseur

1. Veillez à ce que le personnel qui utilise un EPI soit bien supervisé
2. Apprenez au personnel à utiliser correctement son EPI
3. Veillez à ce que l'EPI qui est prescrit soit utilisé correctement
4. Veillez à ce que l'EPI soit rangé et entretenu correctement
5. Veillez à ce que les travailleurs qui doivent porter un respirateur aient un masque bien ajusté à leur visage

Pour déclarer des incidents, des blessures graves ou des décès, appelez le ministère du Travail au 1 877 202-0008. En cas d'urgence, il faut toujours composer immédiatement le 911.

http://www.labour.gov.on.ca/french/hs/pubs/poster_ppe_is.php

Scène 2 : Sam réfléchissant à ses choix

SAM (voix hors champ) : Qu'est-ce que je vais faire?
Comment prendre la meilleure décision?

SAM : « Qu'est-ce que Kelly a dit? Nous parlions de pensée critique, de faire des choix basés sur ce qui va probablement arriver. »

Okay. Bon. Essayons. Il me semble que j'ai trois CHOIX.

LE PREMIER : NE RIEN FAIRE

LE DEUXIÈME : Je peux DÉMISSIONNER ou

LE TROISIÈME : Je peux en PARLER À MON PATRON.

Je dois ensuite réfléchir, pour chacun de ces choix, aux CRITÈRES qui auront une influence sur ma SANTÉ et ma situation FINANCIÈRE.

Enfin, chacune de ces décisions aura des CONSÉQUENCES.

Donc – si je ne fais rien, mon état de santé continue à s'aggraver (X figure dans la case de ce tableau) mais j'ai de l'argent (✓). Ce N'EST PAS BON.

Si je démissionne, c'est bon pour ma santé (✓) mais je n'ai plus d'argent (X). Ce N'EST PAS BON non plus.

Je ne sais vraiment pas ce qui va se passer si je parle à mon patron. La situation pourrait s'améliorer, mais il est possible que rien ne change.

Par contre, ce que je sais, c'est que les deux premiers choix ne sont pas bons, donc CELA VAUT LA PEINE QUE J'ESSAIE de parler à mon patron.

<p>J'y vais. »</p> <p>NARRATEUR : En choisissant la 3^e option, soit celle de parler à son patron, Sam choisit d'exercer son droit de participer</p>		
<p>Scène 3 : Sam et son patron.</p> <p>SAM : « Bonjour Mike, tu as une minute? »</p> <p>MIKE : « Je suis occupé Sam. Est-ce que c'est important? »</p> <p>SAM : « Hum.... Oui, ça l'est. C'est vraiment important. »</p> <p>MIKE : « OK, c'est bon. Assieds-toi. »</p> <p>SAM : « Merci. Je veux que tu saches... que j'aime mon travail et que je travaille dur. Mais je pense qu'il y a un problème de sécurité et je pense que nous devons le résoudre. »</p> <p>MIKE : « OK, Sam. Nous t'aimons bien, nous aussi. Tout le monde dit que tu fais du bon travail. Si nous avons un problème de sécurité, je veux le résoudre. Qu'est-ce qui se passe? »</p> <p>SAM : « Eh bien [soupir]. Tu sais, le produit que nous utilisons pour nettoyer la friteuse... » [les voix s'affaiblissent progressivement]</p>	<p>Que peut faire un travailleur en cas de conditions de travail dangereuses?</p> <p>Les préoccupations concernant la santé et la sécurité devraient être portées en premier lieu à l'attention de l'employeur ou du superviseur. Si aucune mesure n'est prise, l'affaire peut être mentionnée au délégué à la santé et à la sécurité ou au comité mixte sur la santé et la sécurité au travail. Si la situation n'est toujours pas corrigée, le travailleur peut s'adresser à l'InfoCentre du ministère du Travail au 1 877 202-0008.</p> <p>Les travailleurs ont également le droit de refuser d'exécuter un travail dangereux. L'article 43 de la <i>Loi sur la santé et la sécurité au travail</i> énonce la procédure à suivre à cet égard et les travailleurs doivent comprendre ce processus avant de refuser un travail. De plus amples renseignements peuvent être obtenus en appelant le bureau régional du ministère.</p>	
<p>NARRATEUR : « Sam a expliqué à Mike ses préoccupations et il a reconnu qu'il devait prendre des mesures en tant que superviseur pour assurer la santé et la sécurité au travail. Il ne savait vraiment pas qu'il y avait un problème, car aucun des autres travailleurs qui avaient nettoyé la friteuse par le passé n'avait mentionné ce problème. Mike encourage Sam à lui parler si elle observe d'autres dangers ou si elle a des</p>	<p>Les employeurs doivent veiller à ce que les travailleurs suivent le programme de sensibilisation aussitôt que possible après qu'ils ont commencé à effectuer du travail pour eux.</p> <p>Si un travailleur ou un superviseur change d'employeur, il n'est pas tenu selon le règlement de suivre une deuxième fois le programme de sensibilisation. Toutefois, le travailleur ou le superviseur doit fournir au nouvel employeur une preuve d'achèvement de la</p>	

<p>inquiétudes liées à la santé et à la sécurité au restaurant. Il lui promet de faire des changements et de parler aux autres employés lors de la discussion hebdomadaire sur la sécurité. Durant cette discussion, Mike encourage le reste du personnel à suivre l'exemple de Sam, à identifier les dangers sur le lieu de travail et à porter tout autre problème de santé et de sécurité à son attention. Mike insiste sur le fait que tout le monde doit participer pour faire de son restaurant un lieu de travail salubre et sécuritaire. »</p> <p>NARRATEUR : « La semaine suivante, Mike organise une formation sur le SIMDUT pour tous les employés qui utilisent du matériel et des produits chimiques. Il organise également une formation obligatoire en matière de sensibilisation destinée à tout le personnel. Le ventilateur est réparé et tous les employés qui utilisent le solvant pour nettoyer la friteuse reçoivent des gants appropriés, un masque et un équipement de protection pour les yeux. »</p> <p>NARRATEUR : « En fin de compte, tout est bien qui finit bien pour Sam. Elle garde son emploi et elle peut travailler en toute sécurité. Et comment s'y est-elle prise....</p> <p>Elle a exercé ses trois D : le droit de connaître les dangers au travail, le droit de participer pour continuer à assurer la salubrité et la sécurité au travail, le droit de refuser d'accomplir un travail dangereux, car aucun emploi ne vaut la peine de tomber malade ou de se blesser</p> <p>Sam a aussi utilisé ses compétences essentielles et ses habitudes de travail pour assurer sa sécurité au travail.</p>	<p>formation en question et le nouvel employeur doit vérifier que la formation répond aux exigences du règlement.</p>	
---	---	--

Calorifugeurs

CNP 7293

Compétences essentielles ciblées

Utilisation des documents : Niveau 2

Rédaction : Niveau 2

Prise de décisions : Niveau 2

Fiche signalétique

Les calorifugeurs installent des matériaux d'isolation sur les systèmes de plomberie, de traitement de l'air, de chauffage, de refroidissement et de réfrigération, sur la tuyauterie, les cuves pressurisées, les murs, les planchers et les plafonds d'immeubles et autres structures afin de prévenir ou de réduire le passage de la chaleur, du froid, du bruit ou du feu. Ils travaillent pour des compagnies de construction, des entreprises de calorifugeage ou ils peuvent être des travailleurs autonomes.

1. Tâches

Les calorifugeurs utilisent des produits visant à empêcher un incendie de se propager d'un étage à l'autre d'un bâtiment. Ils lisent des fiches signalétiques (FS) de produits dangereux.

Tâche 1

De nouveaux produits sont disponibles constamment. Les calorifugeurs vérifient les détails de produit pour s'assurer que le produit est bien adapté aux conditions dans lesquelles on compte l'utiliser. Consultez la fiche de détails de produit pour déterminer si ce produit peut être utilisé dans la situation décrite ci-dessous.

Le calorifugeur est en train de remplacer l'isolation entre les étages dans le cadre de la rénovation d'un hôtel. Les tuyaux entre les étages mesurent 200 mm de diamètre et il y a assez de place pour un pistolet de calfeutrage. Bien que ce soit l'hiver, l'édifice est partiellement chauffé durant les réparations et la température est de 11 °C durant la journée.

Instructions : Déterminez si le produit est adapté à cette situation. Expliquez pourquoi il l'est ou ne l'est pas.

Prise de décisions

Pour les tâches 2 et 3, reportez-vous à la fiche signalétique 266C

Tâche 2

Le calorifugeur consulte la fiche signalétique de ce produit. Surlignez la section concernant les méthodes pour la manutention.

Utilisation des documents

Tâche 3

De quel matériel personnel de protection le calorifugeur a-t-il besoin pour manipuler ce produit?

Utilisation des documents

Tâche 4

La fiche signalétique semble présenter différents renseignements sur les problèmes de santé qui pourraient survenir si la personne utilise ce produit régulièrement pendant longtemps. Le calorifugeur envoie un courriel à l'entreprise pour demander des explications.

Instructions : Rédigez un courriel demandant des renseignements sur les risques pour la santé à long terme. Intégrez-y le nom du produit, son numéro de référence et la fréquence d'utilisation, et identifiez les renseignements contradictoires apparaissant dans la fiche signalétique. Utilisez le modèle de courriel à la page 28.

Rédaction

Fiche de détails de produit

COUPE-FEU ÉLASTOMÈRE CP 601S, TUBE DE 310 ML : Article : 00314268

Détails du produit

Description du produit	Le CP 601S est un produit d'étanchéité coupe-feu à base de silicone assurant la mobilité dans les applications de joints ignifugés et d'emboîtement de tuyaux.
Emballage	Tube
Exemples d'utilisation	Jonction d'un plancher en béton et d'un mur extérieur (béton, verre, etc.) Joints dans des murs ou des compartiments résistant au feu Scellement des joints d'étage à étage pour empêcher la propagation du feu, de la fumée et des vapeurs toxiques
Intumescent	Oui
Température d'application/ Substrat	5 à 25 °C / 40 à 77 °F
Tolérance aux déplacements	25 %
Diamètre des tuyaux – Tuyau métallique incombustible	Jusqu'à 254 mm
Durée de conservation	12 mois
Dureté Shore A	25°
Temps de formation de la peau	15 minutes
Consignes d'entreposage	Entreposez uniquement dans l'emballage d'origine à l'abri de l'humidité, à une température située entre 40 °F (5 °C) et 77 °F (25 °C). Respectez la date de péremption indiquée sur l'emballage.
Temps de séchage	15
Homologations/Agréments	Homologué UL UL 2079 UL 1479 Agréé par la mutuelle des manufacturiers Rapport MEA 101-99-M de la ville de New York
Mode d'application	Calfeutrage
Applications	Joints dans des murs, d'étage à étage ou dans des compartiments résistant au feu
Volume	18 po ³
Surface prête pour l'application de peinture	Non
Quantité conditionnée	1
Contenu de l'emballage	CP 601S, tube de 310 ml
Nom pour la commande	COUPE-FEU ÉLASTOMÈRE CP 601S, TUBE DE 310 ML
Couleur	Rouge
Matériaux de support	DÉF. : Maçonnerie, béton, métal, cloison sèche, verre

Voir version française de la fiche signalétique dans le site Hilti

Fiche signalétique



Hilti (Canada) Corporation

Fiche : 266C
Révision : 005
Date de révision :
9 mars 2007
Page : 1 de 2

FICHE SIGNALÉTIQUE

Nom du produit : Mastic coupe-feu élastomère CP 601S
Usage du produit : Mastic coupe-feu silicone utilisé pour colmater les joints coupe-feu
Fournisseur : Hilti (Canada) Corporation, 6790 Century Avenue, Suite #300, Mississauga, Ontario L5N 2V8
Expéditeur : Hilti, Inc., P.O. Box 21148, Tulsa, Oklahoma, USA 74121
En cas d'urgence : Chem-Trec : 1 800 424 9300

INGRÉDIENTS

Ingrédient	Numéro CAS	% (pds)	CL ₅₀ (rat)	DL ₅₀ (rat)	TLV	STEL
Carbonate de calcium	000471-34-1	45 - 55	ind.	ind.	s. o.	n. é.
Polydiméthylsiloxanes	068037-58-1	25 - 35	ind.	ind.	n. é.	n. é.
Siloxanes et silicones, di-me	063148-62-9	20 - 40	ind.	> 24 000 mg/kg	n. é.	n. é.
Silice sublimée	112945-52-5	03 - 09	ind.	ind.	s. o.	n. é.
Méthyltriméthoxysilane	001185-55-3	01 - 05	ind.	ind.	n. é.	n. é.
Huile de ricin hydrogénée	008001-78-3	< 1	ind.	> 10 000 mg/kg	n. é.	n. é.

CARACTÉRISTIQUES PHYSIQUES

Apparence et état physique :	Pâte rouge.	Odeur :	Négligeable.
Densité (à 20 °C) :	1,3 – 1,4	COV :	3,0 g/L Sans
Tension de vapeur (à 20 °C) :	23 mbar	Densité de vapeur :	objet.
Vitesse d'évaporation :	Indéterminée.	Point d'ébullition :	Indéterminé.
Point de congélation :	Indéterminé.	pH :	Indéterminé.
Coefficient de répartition eau/huile :	Indéterminé.	Solubilité dans l'eau :	Négligeable.

RISQUES D'INCENDIE ET D'EXPLOSION

Point d'éclair, méthode :	Ininflammable.	Seuils d'inflammabilité :	Sans objet.
Conditions d'inflammabilité :	> 150 °C (300 °F)	Temp. d'auto-inflammation :	Sans objet.
Moyens d'extinction :	Ce qui convient au feu environnant (eau, CO ₂ , poudre extinctrice, mousse extinctrice, etc.).		
Règles de lutte contre les feux spéciaux :	Aucune connue. Porter un appareil respiratoire autonome (ARA) homologué NIOSH pour lutter contre les incendies en présence de produits chimiques.		
Produits dangereux de combustion :	Aucun connu. Des produits de la décomposition thermique tels que les oxydes de carbone, le fluorure de carbone et le formaldéhyde peuvent se dégager à une température > 150 °C. La nature chimique et la quantité de ces sous-produits de la décomposition varie largement en fonction des conditions de combustion.		
Sensibilité aux chocs ou aux décharges électrostatiques :	N'est pas sensible aux chocs ou aux décharges électrostatiques.		

DONNÉES SUR LA RÉACTIVITÉ

Stabilité chimique :	Stable.	Conditions de réactivité :	Aucune connue.
Matières incompatibles :	Acides forts, peroxydes et amines.		
Produits de décomposition dangereux :	Des produits de la décomposition thermique tels que les oxydes de carbone, le fluorure de carbone et le formaldéhyde peuvent se dégager à une température > 150 °C.		

PROPRIÉTÉS TOXICOLOGIQUES

Voies d'absorption :	<input checked="" type="checkbox"/> Contact dermique <input type="checkbox"/> Absorption dermique <input checked="" type="checkbox"/> Contact oculaire <input type="checkbox"/> Inhalation <input type="checkbox"/> Ingestion
Limites d'exposition :	Voir ci-dessus, section « Ingrédients ».
Effets de l'exposition aiguë au produit :	Yeux : L'irritation est possible, mais les lésions peu probables. Peau : Aucun effet attendu. L'irritation est possible chez certains individus. Inhalation : Aucun effet attendu. Ingestion : N'est pas considérée comme une voie d'absorption. Les effets de l'ingestion sont inconnus. Le produit est considéré comme ayant une faible toxicité orale aiguë.
Effets de l'exposition	Aucun connu.

HILTI® est une marque déposée de Hilti Corp.

Fiche signalétique

chronique au produit :

Produits synergiques : Aucun connu.

PREMIERS SOINS

Yeux :	Rincer à grande eau. Consulter un médecin si des symptômes surviennent.
Peau :	Laver avec de l'eau et du savon. Consulter un médecin si des effets persistent.
Inhalation :	Aucun malaise attendu. Si un malaise survient, aller au grand air.
Ingestion :	Ne pas faire vomir sauf sur l'ordre d'un médecin. Consulter immédiatement un médecin.
Autre :	Il est recommandé de consulter un médecin lorsqu'un doute subsiste quant à la gravité de la lésion ou de l'exposition.

MESURES PRÉVENTIVES

Mesures d'ingénierie :	Ventilation générale (déplacements d'air frais naturels ou mécaniques).
Protection oculaire :	Le port de lunettes de protection avec écrans latéraux est recommandé.
Protection de la peau :	Le port de gants imperméables est recommandé.
Protection respiratoire :	Aucune n'est généralement requise.
Autres mesures :	Aucune n'est généralement requise.
Méthodes et équipement pour la manutention :	Réservé pour usage industriel. Tenir hors de la portée des enfants. Utiliser en présence d'une ventilation adéquate. Refermer le contenant lorsque le produit n'est pas en usage. Éviter tout contact avec les yeux. Éviter tout contact prolongé ou à répétition avec la peau. Respecter l'hygiène : c.-à-d. se laver après avoir utilisé le produit et avant de manger ou de fumer.
Exigences en matière d'entreposage :	Ranger au frais et au sec. Protéger contre le gel. Entreposer à une température située entre 5 et 25 °C.
Procédures en cas de fuites et de déversements :	Essuyer immédiatement le produit déversé avant qu'il puisse durcir. Le placer dans un contenant convenable en vue de l'élimination.
Élimination des résidus :	Consulter les agences de réglementation ou le personnel du siège social pour connaître les méthodes d'élimination conformes aux règlements municipaux, provinciaux et fédéraux en matière de santé et d'environnement.
Renseignements spéciaux en matière d'expédition :	Éviter les températures extrêmes. Protéger contre le gel.

RENSEIGNEMENTS SUR LA RÉGLEMENTATION

Classification du SIMDUT :	D2B
Codes de risques :	Santé 1, Inflammabilité 1, Réactivité 0, Protection individuelle B (lunettes, gants)
Nom d'expédition TMD :	Non réglementé.

RENSEIGNEMENTS SUR LA PRÉPARATION, CONTACTS

Préparé par :	Hilti, Inc., Tulsa, OK USA	Date de préparation :	Le 9 mars 2007	N° de téléphone d'urgence :	1 800 424 9300
Service à la Clientèle :	Hilti (Canada) Corporation, Mississauga, Ontario; 1 800 363 4458				
Santé et sécurité :	Hilti, Inc., Tulsa, OK USA; 1 800 879 6000, Jerry Metcalf (p6704)				
Abréviations :	N. É. = non établi. S. O. = sans objet. Ind. = indisponible. SIMD = Système d'information sur les matières dangereuses.				

Les renseignements et les recommandations contenus dans la présente sont fondés sur des données présumées correctes; cependant, aucune garantie explicite ou implicite n'est faite en ce qui les concerne.

Modèle de courriel

le 3 avril 2007 13 h 15 mm 35 s

Objet : Fiche signalétique 266C

Destinataire : info@msds.com

2. Clé de réponses

Tâche 1

De nouveaux produits sont disponibles constamment. Les calorifugeurs vérifient les détails de produit pour s'assurer que le produit est bien adapté aux conditions dans lesquelles on compte l'utiliser. Consultez la fiche de détails de produit pour déterminer si ce produit peut être utilisé dans la situation décrite ci-dessous.

Le calorifugeur est en train de remplacer l'isolation entre les étages dans le cadre de la rénovation d'un hôtel. Les tuyaux entre les étages mesurent 200 mm de diamètre et il y a assez de place pour un pistolet de calfeutrage. Bien que ce soit l'hiver, l'édifice est partiellement chauffé durant les réparations et la température est de 11 °C durant la journée.

Instructions : Déterminez si le produit est adapté à cette situation. Expliquez pourquoi il l'est ou ne l'est pas.

Réponse

Ce produit peut être utilisé dans cette situation.

Compétences essentielles ciblées : Prise de décisions - Niveau 2, Utilisation des documents - Niveau 1, Recherche de renseignements - Niveau 1

Consultez la **page 31** pour une manière d'obtenir cette réponse.

Tâche 2

Le calorifugeur consulte la fiche signalétique de ce produit. Surlignez la section concernant les méthodes pour la manutention.

Réponse

Section : MESURES PRÉVENTIVES

Voir la page de réponse de la tâche 2.

Compétences essentielles ciblées : Utilisation des documents - Niveau 2, Recherche de renseignements - Niveau 1

Consultez la **page 33** pour une manière d'obtenir cette réponse.

Tâche 3

De quel matériel personnel de protection le calorifugeur a-t-il besoin pour manipuler ce produit?

Réponse

Des gants imperméables et des lunettes de protection avec écrans latéraux.

Compétences essentielles ciblées : Utilisation des documents - Niveau 2, Recherche de renseignements - Niveau 1

Consultez la **page 34** pour une manière d'obtenir cette réponse.

Tâche 4

La fiche signalétique semble présenter différents renseignements sur les problèmes de santé qui pourraient survenir si la personne utilise ce produit régulièrement pendant longtemps.

Le calorifugeur envoie un courriel à l'entreprise pour demander des explications.

Instructions : Rédigez un courriel demandant des renseignements sur les risques pour la santé à long terme. Intégrez-y le nom du produit, son numéro de référence et la fréquence d'utilisation, et identifiez les renseignements contradictoires apparaissant dans la fiche signalétique.

Réponse

Les réponses peuvent varier.

Exemple de réponse : voir la page de réponse de la tâche 4.

Compétences essentielles ciblées : Rédaction - Niveau 2, Lecture des textes - Niveau 2, Informatique - Niveau 2

Consultez la **page 35** pour une manière d'obtenir cette réponse.

3. Étapes pour obtenir la réponse

Tâche 1

De nouveaux produits sont disponibles constamment. Les calorifugeurs vérifient les détails de produit pour s'assurer que le produit est bien adapté aux conditions dans lesquelles on compte l'utiliser. Consultez la fiche de détails de produit pour déterminer si ce produit peut être utilisé dans la situation décrite ci-dessous.

Le calorifugeur est en train de remplacer l'isolation entre les étages dans le cadre de la rénovation d'un hôtel. Les tuyaux entre les étages mesurent 200 mm de diamètre et il y a assez de place pour un pistolet de calfeutrage. Bien que ce soit l'hiver, l'édifice est partiellement chauffé durant les réparations et la température est de 11 °C durant la journée.

Instructions : Déterminez si le produit est adapté à cette situation. Expliquez pourquoi il l'est ou ne l'est pas.

Réponse

Ce produit peut être utilisé dans cette situation.

Une manière d'obtenir cette réponse...

- Définissez les critères concernant la situation à partir de l'énoncé de la tâche :
 - entre les étages
 - tuyaux – 200 mm
 - place pour un pistolet de calfeutrage
 - hiver
 - température de 11°C durant la journée.
- Énumérez les critères de la situation et les renseignements semblables dans la fiche de détails de produit.

Situation	Consignes relatives au produit
Entre les étages	Applications : Joints dans des murs, d'étage à étage ou dans des compartiments résistant au feu
Tuyaux – 200 mm	Diamètre des tuyaux : jusqu'à 254 mm
Place pour un pistolet de calfeutrage	Mode d'application : calfeutrage
Hiver	
Température de 11°C durant la journée	Température d'application : 5 à 25 °C

3. Déterminez que l'hiver n'est pas un critère d'utilisation de ce produit.
4. Comparez chaque critère ou élément dans la liste :
 - **Entre les étages** signifie la même chose que **d'étage à étage**
 - **200 mm** est inférieur à **254 mm**
 - Place pour un pistolet de calfeutrage signifie que le produit peut être appliqué
 - **11 °C** est supérieur à **5 °C** mais inférieur à **25 °C**
5. Déduisez que ce produit est adapté à cette situation pour les raisons suivantes :
 - **Entre les étages** signifie la même chose que **d'étage à étage**
 - Un **diamètre de 200 mm** est inférieur à **254 mm**
 - Place pour un pistolet de calfeutrage signifie que le produit peut être appliqué
 - **11 °C** est supérieur à **5 °C** mais inférieur à **25 °C**

Compétence essentielle ciblée : Prise de décisions - Niveau 2

Compétences supplémentaires : Utilisation des documents - Niveau 1, Recherche de renseignements - Niveau 1

Tâche 2

Le calorifugeur consulte la fiche signalétique de ce produit. Surlignez la section concernant les méthodes pour la manutention.

Réponse

Section : **MESURES PRÉVENTIVES**

Voir la page de réponse de la tâche 2.

Une manière d'obtenir cette réponse...

1. Parcourez les en-têtes en utilisant les mots clés **méthodes pour la manutention**.
2. Repérez l'en-tête **MESURES PRÉVENTIVES**.
3. Déterminez que cette section concerne les méthodes pour la manutention.
4. Surlignez la section **Méthodes et équipement pour la manutention : Pour usage industriel... ou de fumer**.

Compétence essentielle ciblée : Utilisation des documents - Niveau 2

Compétence supplémentaire : Recherche de renseignements - Niveau 1

Tâche 3

De quel matériel personnel de protection le calorifugeur a-t-il besoin pour manipuler ce produit?

Réponse

Des gants imperméables et des lunettes de protection avec écrans latéraux.

Une manière d'obtenir cette réponse...

1. Parcourez les en-têtes à la recherche des mots clés ***matériel personnel de protection*** et ***manipuler***.
2. Repérez l'en-tête ***MESURES PRÉVENTIVES***.
3. Repérez ***protection oculaire***.
4. Déterminez qu'il est recommandé de porter des lunettes de protection avec écrans latéraux pour manipuler ce produit.
5. Repérez ***protection de la peau*** et ***le port de gants imperméables est recommandé***.
6. Déduisez que des gants imperméables constituent le matériel de protection de la peau et qu'ils sont recommandés pour manipuler ce produit.

Compétence essentielle ciblée : Utilisation des documents - Niveau 2

Compétence supplémentaire : Recherche de renseignements - Niveau 1

Tâche 4

La fiche signalétique semble présenter différents renseignements sur les problèmes de santé qui pourraient survenir si la personne utilise ce produit régulièrement pendant longtemps. Le calorifugeur envoie un courriel à l'entreprise pour demander des explications.

Instructions : Rédigez un courriel demandant des renseignements sur les risques pour la santé à long terme. Intégrez-y le nom du produit, son numéro de référence et la fréquence d'utilisation, et identifiez les renseignements contradictoires apparaissant dans la fiche signalétique.

Réponse

Les réponses peuvent varier.

Exemple de réponse : voir la page de réponse de la tâche 4.

Une manière d'obtenir cette réponse...

1. Définissez la raison motivant la rédaction du courriel : demander des renseignements expliquant les risques pour la santé à long terme.
2. Repérez l'interlocuteur : quelqu'un (Madame, Monsieur) s'occupant des fiches signalétiques.
3. N'oubliez pas que les courriels ont une formule de salutation, un ou plusieurs paragraphes de contenu et une conclusion.
4. Écrivez la formule de salutation. Indiquez le nom du produit, son numéro de référence et la fréquence d'utilisation.

Madame, Monsieur,

Je suis une personne utilisant votre produit CP 601S dans le cadre de mon travail. Comme je l'utilise tous les jours, je voudrais en savoir plus sur les problèmes de santé qui pourraient survenir suite à une exposition à long terme.

5. Expliquez les renseignements contradictoires en faisant des phrases.

Dans la section Propriétés toxicologiques, il est dit qu'une exposition chronique ne devrait avoir aucun effet. Dans la section Mesures préventives, on peut lire : « Éviter tout contact prolongé ou à répétition avec la peau. » et « Le port de gants imperméables est recommandé. ». Je ne connais pas extrêmement bien les codes de risques du SIMDUT, mais le code Santé est 1 et non 0, ce qui veut dire qu'il existe un certain risque.

6. Écrivez la conclusion et demandez des explications.

J'aimerais recevoir dans les meilleurs délais des explications sur le risque que ce produit peut représenter pour la peau ou sur tout autre risque dont je devrais être au courant.

Merci.

Compétence essentielle ciblée : Rédaction - Niveau 2

Compétences supplémentaires : Lecture des textes - Niveau 2, Informatique - Niveau 2

Page de réponse de la tâche 2

chronique au produit :

Produits synergiques : Aucun connu.

PREMIERS SOINS

Yeux : Rincer à grande eau. Consulter un médecin si des symptômes surviennent.
Peau : Laver avec de l'eau et du savon. Consulter un médecin si des effets persistent.
Inhalation : Aucun malaise attendu. Si un malaise survient, aller au grand air.
Ingestion : Ne pas faire vomir sauf sur l'ordre d'un médecin. Consulter immédiatement un médecin.
Autre : Il est recommandé de consulter un médecin lorsqu'un doute subsiste quant à la gravité de la lésion ou de l'exposition.

MESURES PRÉVENTIVES

Mesures d'ingénierie : Ventilation générale (déplacements d'air frais naturels ou mécaniques).
Protection oculaire : Le port de lunettes de protection avec écrans latéraux est recommandé.
Protection de la peau : Le port de gants imperméables est recommandé.
Protection respiratoire : Aucune n'est généralement requise.
Autres mesures : Aucune n'est généralement requise.
Méthodes et équipement pour la manutention : Réservé pour usage industriel. Tenir hors de la portée des enfants. Utiliser en présence d'une ventilation adéquate. Refermer le contenant lorsque le produit n'est pas en usage. Éviter tout contact avec les yeux. Éviter tout contact prolongé ou à répétition avec la peau. Respecter l'hygiène : c.-à-d. se laver après avoir utilisé le produit et avant de manger ou de fumer.
Exigences en matière d'entreposage : Ranger au frais et au sec. Protéger contre le gel. Entreposer à une température située entre 5 et 25 °C.
Procédures en cas de fuites et de déversements : Essuyer immédiatement le produit déversé avant qu'il puisse durcir. Le placer dans un contenant convenable en vue de l'élimination.
Élimination des résidus : Consulter les agences de réglementation ou le personnel du siège social pour connaître les méthodes d'élimination conformes aux règlements municipaux, provinciaux et fédéraux en matière de santé et d'environnement.
Renseignements spéciaux en matière d'expédition : Éviter les températures extrêmes. Protéger contre le gel.

RENSEIGNEMENTS SUR LA RÉGLEMENTATION

Classification du SIMDUT : D2B
Codes de risques : Santé 1, Inflammabilité 1, Réactivité 0, Protection individuelle B (lunettes, gants)
Nom d'expédition TMD : Non réglementé.

RENSEIGNEMENTS SUR LA PRÉPARATION, CONTACTS

Préparé par : Hilti, Inc., Tulsa, OK USA Date de préparation : Le 9 mars 2007 **N° de téléphone d'urgence :** 1 800 424 9300
Service à la Clientèle : Hilti (Canada) Corporation, Mississauga, Ontario; 1 800 363 4458
Santé et sécurité : Hilti, Inc., Tulsa, OK USA; 1 800 879 6000, Jerry Metcalf (p6704)
Abréviations : **N. É.** = non établi. **S. O.** = sans objet. **Ind.** = indisponible. **SIMD** = Système d'information sur les matières dangereuses.

Les renseignements et les recommandations contenus dans la présente sont fondés sur des données présumées correctes; cependant, aucune garantie explicite ou implicite n'est faite en ce qui les concerne.

Page de réponse de la tâche 4

le 3 avril 2007 13 h 15 mm 35 s

Objet : Fiche signalétique 266C

Destinataire : info@msds.com

Madame, Monsieur,

Je suis une personne utilisant votre produit CP 601S dans le cadre de mon travail. Comme je l'utilise tous les jours, je voudrais en savoir plus sur les problèmes de santé qui pourraient survenir suite à une exposition à long terme.

J'ai téléchargé votre fiche signalétique n° 266C et j'ai quelques questions à vous poser. Dans la section Propriétés toxicologiques, il est dit qu'une exposition chronique ne devrait avoir aucun effet. Dans la section concernant Mesures préventives, on peut lire : « Éviter tout contact prolongé ou à répétition avec la peau. » et « Le port de gants imperméables est recommandé. ». Je ne connais pas extrêmement bien les codes de risques du SIMDUT, mais le code Santé est 1 et non 0, ce qui veut dire qu'il existe un certain risque.

J'aimerais recevoir dans les meilleurs délais des explications sur le risque que ce produit peut représenter pour la peau ou sur tout autre risque dont je devrais être au courant.

Merci.

Votre nom

Annexe 2 : Autres ressources

Passeport-compétences de l'Ontario – Utilisez vos compétences essentielles et vos habitudes de travail pour assurer votre sécurité au travail : www.ontario.ca/passeportcompetences

Protégez-vous – Ce que vous devez savoir

- En cas d'urgence, composez immédiatement le 911.
(ATS : 1 855 653-9260)
- Composez le numéro sans frais **1 877 202-0008** durant les heures d'ouverture pour poser une question, et 24 heures par jour et 7 jours par semaine pour signaler un incident aux inspecteurs du ministère du Travail.

Santé et sécurité

- **Ministère du Travail de l'Ontario : Jeunes travailleurs**
Ontario.ca/jeunestravailleurs
- **Ministère du Travail de l'Ontario : Santé et sécurité**
<http://www.labour.gov.on.ca/french/hs/index.php>
- **Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail : Information sur les symboles du SIMDUT/SGH**
http://www.cchst.ca/oshanswers/legisl/whmis_classifi.html
- **Ministère du Travail – Fiche de conseils *C'est votre travail***
http://www.labour.gov.on.ca/french/atwork/pdf/yw_tips_workplaces.pdf

Information sur le droit de refuser de travailler

- http://www.labour.gov.on.ca/french/atwork/yw_tips_workplaces.php
- http://www.e-laws.gov.on.ca/html/statutes/french/elaws_statutes_90o01_f.htm#BK84
- <http://www.worksmartontario.gov.on.ca/scripts/default.asp?lang=fr&contentID=2-4-3&mcateory=>

Paragraphe 43.(1) de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail*, Refus de travailler

Un travailleur peut refuser de travailler ou d'exécuter un certain travail s'il a des raisons de croire :

- que du matériel, une machine, un appareil ou un objet qu'il doit utiliser ou faire fonctionner est susceptible de le mettre en danger ou de mettre un autre travailleur en danger [alinéa 43(3)a];
- que les conditions matérielles qui existent dans le lieu de travail ou la partie où il exécute ou doit exécuter son travail sont susceptibles de le mettre en danger [alinéa 43(3)b];
- que du matériel, une machine, un appareil ou un objet qu'il doit utiliser ou faire fonctionner ou que les conditions matérielles qui existent dans le lieu de travail ou la partie où il exécute ou doit exécuter son travail ne sont pas conformes à la présente loi ou aux règlements et que cette infraction est susceptible de le mettre en danger ou de mettre un autre travailleur en danger [alinéa 43(3)c].

Information sur les représailles

- http://www.labour.gov.on.ca/french/hs/pdf/fs_reprisals.pdf
- http://www.e-laws.gov.on.ca/html/statutes/french/elaws_statutes_90o01_f.htm

L'article 50 de la LSST stipule qu'un *employeur* ne peut pas

- congédier (ni menacer de congédier) un travailleur;
- imposer une peine disciplinaire à un travailleur, le suspendre (ou menacer d'imposer une telle peine ou de le suspendre);
- prendre des sanctions à l'égard d'un travailleur (ou menacer de prendre des sanctions);
- intimider ou contraindre un travailleur, parce qu'un travailleur a
 - respecté la LSST et son règlement;
 - exercé ses droits en vertu de la LSST, y compris le droit de refuser d'accomplir un travail dangereux;
 - demandé à l'employeur de respecter la LSST et son règlement.
- Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail : Effets sur la santé du chlorure de méthylène

http://www.cchst.ca/oshanswers/chemicals/chem_profiles/methylene.html

Loi sur la santé et la sécurité au travail (LSST)

Article 37 de la Loi

(1) L'employeur :

a) veille à ce que les matériaux dangereux qui se trouvent dans le lieu de travail soient identifiés de la façon prescrite;

b) obtient ou rédige, selon ce qui peut être prescrit, une feuille de données encore valide sur la sûreté des matériaux pour chacun des matériaux dangereux qui se trouvent dans le lieu de travail; et

(3) L'employeur veille à ce qu'aucun matériau dangereux ne soit utilisé, manipulé ou entreposé dans un lieu de travail, sans que soient respectées les exigences prescrites à l'égard de l'identification, des feuilles de données sur la sûreté des matériaux et de la formation des travailleurs.

Paragraphe 42(1) de la Loi - La Loi exige que l'employeur dispense une formation à un « travailleur qui est exposé ou qui est susceptible d'être exposé » à un produit contrôlé.

http://www.e-laws.gov.on.ca/html/statutes/french/elaws_statutes_90o01_f.htm

Règlement 860 - Système d'information sur les matériaux dangereux utilisés au travail (SIMDUT)

Article 3 du SIMDUT

3. (1) L'employeur évalue tous les agents biologiques et chimiques produits au lieu de travail pour y être utilisés afin de déterminer s'il s'agit de matériaux dangereux.

http://www.e-laws.gov.on.ca/html/regs/french/elaws_regs_900860_f.htm

Devoirs de l'employeur

26. (1) l'employeur :

met en œuvre les programmes de formation des travailleurs, des superviseurs et des membres des comités qui peuvent être prescrits.

http://www.e-laws.gov.on.ca/html/statutes/french/elaws_statutes_90o01_f.htm#s26s1